



DIE SPITÄLER DER SCHWEIZ
LES HÔPITAUX DE SUISSE
GLI OSPEDALI SVIZZERI

Aux Conseillères et Conseillers nationaux

Berne, le 30 avril 2021

Session spéciale du 3 au 5 mai 2021

Madame la Présidente du Conseil national,
Madame, Monsieur,

Dans la perspective de la session spéciale du 3 au 5 mai 2021, nous vous communiquons nos recommandations :

POSITIONS de H+ Les Hôpitaux de Suisse Session spéciale du Conseil national, mai 2021

20.078 n Loi sur la surveillance des assurances. Modification.

H+ recommande: entrer en matière ; biffer l'article 31b (comme la minorité Amaudruz).

20.090 n Pour sauver des vies en favorisant le don d'organe. Initiative populaire.

H+ recommande: rejeter l'initiative populaire et soutenir le projet indirect.

Arrêt fédéral concernant l'initiative populaire «Pour sauver des vies en favorisant le don d'organe»

art. 2: rejeter (comme la minorité);

Loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules

art. 8 al. 2, 3 et 5: suivre la majorité;

art. 8a^{bis}: suivre la majorité;

art. 10: suivre la majorité;

art. 10a: suivre la majorité;

art. 10a al. 6 et 7: suivre la minorité;

art. 18: suivre la majorité;

art. 61 al. 2 let. b: suivre la minorité.

Nous nous tenons volontiers à votre disposition pour toute question ou d'éventuels compléments d'information.

Veuillez agréer, Madame la Présidente du Conseil national, Madame, Monsieur, nos salutations les meilleures.

Anne-Geneviève Bütikofer, Directrice

EXPLICATIONS

20.078 n Loi sur la surveillance des assurances. Modification.

Motivation :

La majorité de la CER-N/WAK-N a demandé à l'article 31b la possibilité que les compagnies d'assurance dans le domaine de l'assurance complémentaire à l'assurance maladie sociale puissent négocier conjointement avec les prestataires de services et régler les accords sur la rémunération des prestations supplémentaires et/ou complémentaires.

H+ ne connaît pas les motivations qui ont conduit à cette proposition. Selon le libellé de cette proposition, l'intention est de soustraire le secteur de l'assurance complémentaire au droit de la concurrence et d'autoriser les compagnies d'assurance à former des cartels.

Cette proposition doit être rejetée car elle dissout l'ordre économique libéral dans le secteur de l'assurance complémentaire et conduirait à la destruction du marché de l'assurance complémentaire par une guerre des prix.

Le marché de l'assurance complémentaire peut actuellement être qualifié de dysfonctionnel.

H+ reconnaît ce diagnostic et est prêt à travailler à la relance de ce marché en coopération constructive avec les autorités concernées, en premier lieu avec la FINMA. Si ce marché devait être cartellisé, tous ces efforts seraient vains, ce qui serait regrettable. Il convient de rappeler ici que les assurances complémentaires contribuent de manière significative au bon fonctionnement du système de santé suisse.

Bref rappel historique

Jusque dans les années 1980, le secteur suisse de l'assurance était dominé par les cartels d'assurance. Par la suite, à la suite d'une enquête de la Commission des cartels et de décisions du Tribunal fédéral, le secteur des assurances a été progressivement déréglementé et décartellisé. Enfin, en 1996, tous les accords sur les prix et les conditions ont été supprimés. La concurrence qui en a résulté entre les assureurs a déclenché un processus de concentration qui a conduit à une croissance considérable du secteur de l'assurance dans les années 1990¹.

Si le secteur des assurances a sérieusement l'intention de revenir au "bon vieux temps" des cartels d'assurance, H+ s'opposera fermement à cette évolution et la combattra si nécessaire. Pour un assainissement du marché de l'assurance privée dans le secteur de la santé, ce sont au contraire la transparence et la concurrence loyale qui sont nécessaires.

Enfin, il convient de noter que la modification de la LSA vise à introduire un droit d'assainissement des entreprises d'assurance, une catégorisation des clients et des règles de comportement applicables aux intermédiaires d'assurance qui proposent des produits d'assurance. Les modifications du droit de la concurrence, en revanche, ne font pas l'objet de ce projet de loi. Il n'a donc pas été possible de commenter d'éventuels changements dans le droit de la concurrence au cours de la consultation. Toutefois, une modification du champ d'application de l'art. 31b doit nécessairement faire l'objet d'une large consultation. Le traitement de l'art. 31b dans le cadre de la proposition de modification de la LSA viole l'unité de la matière et doit être rejeté pour cette raison également.

H+ recommande: entrer en matière ; biffer l'article 31b (comme la minorité Amaudruz).

¹ Vgl. : [BAK Basel. Standortanalyse für das Schweizer Versicherungsgewerbe. Eine Studie im Auftrag des Schweizerischen Versicherungsverbandes. 2013; Seite 24.](#)

20.090 n Pour sauver des vies en favorisant le don d'organe. Initiative populaire.

Motivation :

La pénurie d'organes de donneurs en Suisse est prononcée ; voir par exemple les statistiques sur les transplantations cardiaques dans l'annexe de cette lettre (page 4). Les mesures susceptibles de remédier à cette pénurie sont donc à saluer. Toutefois, ces mesures doivent respecter les principes éthiques reconnus. Dans le cas du don d'organes, le droit du donneur à l'autodétermination et à l'intégrité physique doit être respecté dans tous les cas. Le droit à l'autodétermination est respecté si le donneur d'organes a donné son consentement. La solution purement contradictoire repose sur l'hypothèse que tout donneur potentiel d'organes a en principe consenti au don, sauf s'il s'y est expressément opposé. Une telle hypothèse n'est pas justifiable. L'absence d'opposition peut être due à un manque d'information sur les règles relatives au don d'organes, à l'oubli d'inscrire son nom dans le registre ou au fait de ne pas avoir abordé le sujet. L'absence d'objection ne peut donc pas être automatiquement assimilée à un consentement. Avec une solution d'objection étroite, des cas seraient concevables dans lesquels des dons d'organes auraient lieu alors qu'aucun consentement n'a été réellement donné. Toutefois, cela ne serait pas compatible avec le droit à l'autodétermination. La solution de l'objection étroite doit donc être rejetée.

Selon une opinion répandue, le droit à l'autodétermination peut être respecté si la volonté présumée de la personne décédée peut être établie. La solution dite de "l'objection élargie" proposée par le Conseil fédéral tient compte de cette circonstance dans la mesure où les proches doivent être associés à la décision. L'implication des proches est un moyen de s'assurer que les souhaits présumés de la personne sont respectés. En cas de consentement ou d'opposition, les proches doivent toujours fonder leur décision sur la volonté présumée de la personne.

H+ peut se rallier à ces considérations et soutient la contre-proposition indirecte.

H+ recommande: rejeter l'initiative populaire et soutenir le projet indirect.

Arrêt fédéral concernant l'initiative populaire «Pour sauver des vies en favorisant le don d'organe»

art. 2: rejeter (comme la minorité Amaudruz) ;

Loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules

art. 8 al. 2, 3 et 5: suivre la majorité;

art. 8a^{bis}: suivre la majorité;

art. 10: suivre la majorité;

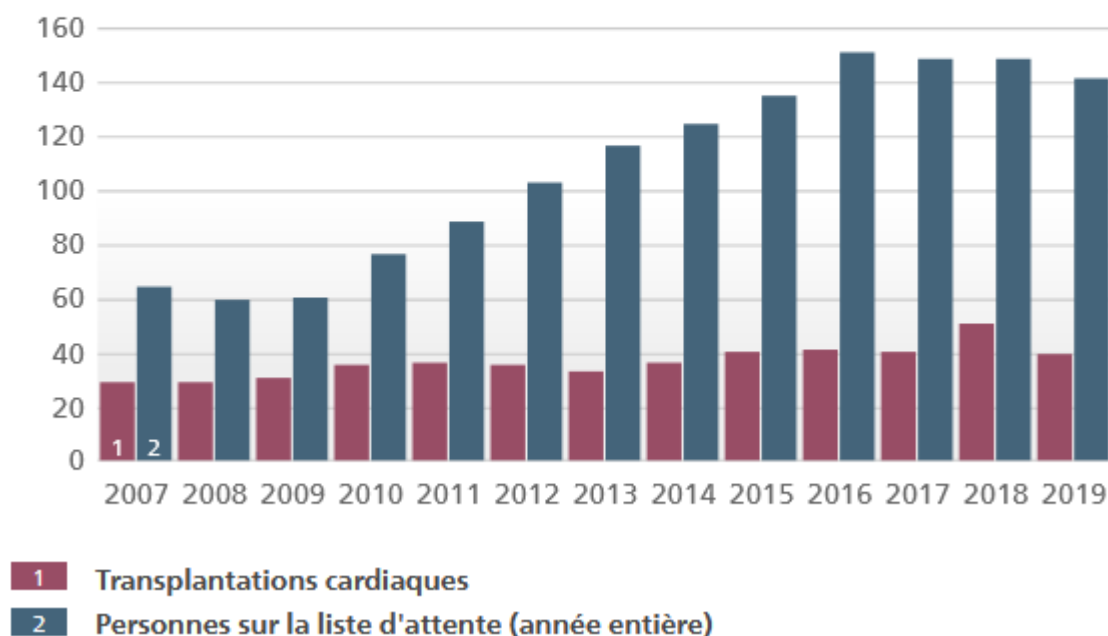
art. 10a: suivre la majorité;

art. 10a al. 6 et 7: suivre la minorité;

art. 18: suivre la majorité;

art. 61 al. 2 let. b: suivre la minorité.

Nombre de transplantations cardiaques et de personnes sur la liste d'attente par année, 2007-2019



Source: Office fédéral de la santé publique OFSP

<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/zahlen-und-statistiken/zahlen-fakten-zu-transplantationsmedizin/zahlen-fakten-zur-spende-und-transplantation-von-organen.html>